

Avis adopté

Séance plénière du 13 décembre 2023

Pour des *politiques de jeunesse* structurantes et adaptées aux enjeux du XXI^e siècle

Déclaration du groupe UNSA

Être jeune a ceci de particulier que chacune et chacun d'entre nous est passé par cet état et a pu constater que cela ne dure pas !

Ce qui dure par contre, et cette résolution est là pour le souligner ce sont les difficultés liées à cet état, nombreuses et spécifiques. Nous l'avons dit, il n'y a pas une mais des jeunesses, pas une mais des solutions. Nous le rappelons ici aussi, il y a des jeunes qui vont bien.

Pour autant et la résolution le relève particulièrement, trop de jeunes se retrouvent dans des situations impossibles, subissent une dégradation forte de leurs conditions de vie, sans que leurs familles puissent leur venir en aide, sans que la solidarité nationale, pourtant impérieuse, ne s'exerce pleinement.

Alors cette résolution propose de continuer notre travail sur les politiques jeunesse car, si beaucoup a été dit et fait, beaucoup reste encore à inventer. Les défis auxquels les nouvelles générations sont confrontés sont absolument majeurs, à commencer par le plus grave d'entre eux, vivre dans un monde à + 4 degrés.

Nous souhaitons faire un point précis sur l'accès des jeunes, dès 18 ans à un revenu minimum social garanti, rappelant au passage que ce revenu serait conditionné à une déclaration fiscale individuelle. Ce RMSG n'est pas l'aumône, pas la charité mais une question de droit. Le progrès social dans une société doit se mesurer aux droits que cette société octroie à ses citoyens, tous ses citoyens et ici tous ses majeurs. Il ne peut y avoir de majorité civique sans majorité sociale.

C'est alors une réponse de progrès social mais aussi une réponse sociétale, un geste fait envers les jeunes générations, un geste de confiance. Car, une partie non négligeable des difficultés pointées à raison viennent de là, de ce que la société renvoie aux jeunes. Il est souvent écrit dans nos avis que nous vivons une crise de la confiance dans nos institutions. Permettez-nous ici de dire qu'en espèce, c'est, sur ce sujet, pour l'UNSA les institutions elles-mêmes qui ne font pas confiance aux jeunes.

Le groupe UNSA a voté pour la résolution.